

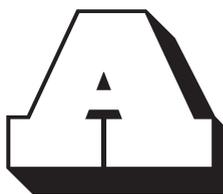
ÉDITIONS DU SEUIL

COMMENT FAIRE ?

*Cahiers éphémères
et irréguliers pour saisir
ce qui nous arrive
et imaginer les mondes
de demain*

AVEC

**LA CRISE • RUTGER
BREGMAN • LA FRAGILITÉ •
ARLETTE FARGE • L'ÉTAT
D'URGENCE • PIERRE
ROSANVALLON • LE RÉCIT
DE L'ÉPIDÉMIE •
GUILLAUME LACHENAL •
L'ÉTAT • AURÉLIE TROUVÉ •
LES RÊVES DE CONFINÉS •
BERNARD LAHIRE •
L'INFANTILISATION •
MICHAEL FÖESSEL • LA
CATASTROPHE • JAKUTA
ALIKAVAZOVIC •
L'ETHNOCENTRISME •
SILYANE LARCHER**



ont accompagné
chaotique de l'état
et du confinement
connus depuis la r
fallu - et il faut tou
dence : l'épidémie e
toujours, elle contir
massivement dar
monde, peut-être
Nous vivons déso

réhendons en
cédent qui va
omie provoqué
production et
nt plusieurs

«uil», parus au
a marque d'un
cipitation, liée
confinement,
oir spontané et
er les leçons de
gager sur une
Il adossait cet
sensible de ce
xtes littéraires

COMMEN

SEPTEMBRE 2020

SEUIL

COMMENT FAIRE ?

«Le plus lourd fardeau, c'est d'exister sans vivre.»
Victor Hugo, *Les Châtiments*,
Paris, décembre 1848



vec l'été, une forme de soulagement a succédé presque naturellement à l'agitation du printemps. Les vacances scolaires et les congés annuels

ont accompagné la sortie progressive et chaotique de l'état de crise sanitaire aigüe et du confinement général que nous avons connus depuis la mi-mars. Et pourtant, il a fallu – et il faut toujours – se rendre à l'évidence : l'épidémie est toujours là, elle menace toujours, elle continue de tuer, parfois encore massivement dans certaines régions du monde, peut-être pour longtemps encore. Nous vivons désormais avec ce virus. En

France et en Europe, nous appréhendons en outre la crise sociale sans précédent qui va suivre l'effondrement de l'économie provoqué par la « mise à l'arrêt » de la production et de la consommation pendant plusieurs mois.

Les premiers « cahiers du Seuil », parus au mois de juin dernier, portaient la marque d'un espoir : dans une certaine précipitation, liée à la situation d'urgence et au confinement, *Par ici la sortie!* exprimait un espoir spontané et diffus, celui de voir le monde tirer les leçons de cette crise extraordinaire et s'engager sur une nouvelle trajectoire historique. Il adossait cet espoir à une expérience intime et sensible de ce moment épidémique, que les textes littéraires

explorait, et continuent d'explorer dans cette deuxième livraison.

L'espoir demeure dans ces nouveaux « cahiers » : changer de monde. Oui, mais *comment faire*? C'est cette question qui semble nous habiter désormais et qui donne son titre à cette livraison d'automne. Chacun voit qu'une prise de conscience mondiale a eu lieu, tous les jours plus forte et pressante : nous sommes toujours plus nombreux-ses à percevoir les enjeux dramatiques liés à la crise climatique, nous sommes toujours plus nombreux-ses à voir, à sentir et à comprendre les ravages sociaux, humains, écologiques du modèle économique néolibéral en vigueur depuis plusieurs décennies. Chacun sent que les contradictions de classe, de genre et de race s'imbriquent pour créer un état de tension de plus en plus palpable qui, pour ainsi dire, (re)double l'état de crise dans lequel sont plongées nos sociétés.

Mais, nous le sentons bien, la prise de conscience ne suffit pas, elle ne suffira pas. Alors, *comment faire*? Comment s'y prendre dans un monde gouverné soit par des autocrates à la limite du cas psychiatrique, soit par des technocrates arrogants formés aux valeurs de cet ancien monde qui se dirige vers un mur? Comment agir dans ce « monde incertain », comme le décrivaient Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe? Comment s'y prendre dans un environnement où certaines choses sont sûres, mais beaucoup d'autres confuses ou hasardeuses? Nous sommes entrés dans une gouvernementalité sous voile d'ignorance, qui rend difficile la décision politique souvent apparentée à de

la « gestion de crise ». Dans des sociétés saturées d'informations, l'action donne le sentiment d'être empêchée à l'avance, surtout quand elle engage des remises en cause radicales de modèles à bout de souffle...

Pourtant, comme en témoignent les contributions de ces « cahiers », les sciences humaines et sociales, depuis plusieurs décennies, creusent des pistes et « voies de sortie » : révolution fiscale, revenu d'existence, conversion écologique de l'économie, domestication des marchés financiers, approfondissement du projet démocratique, etc. Qu'on les estime trop radicales ou trop timorées, ces propositions sont « sur la table ».

Par ailleurs, les initiatives prolifèrent issues du monde social ; des femmes et des hommes, en France et ailleurs, les mettent en œuvre localement, à de (plus ou moins) petites échelles : agriculture et commerce alternatifs, nouvelles formes de solidarité, expériences de vie différentes à l'écart du monde capitaliste, etc. Seulement voilà, la question se pose à propos de toutes ces micro-initiatives de leur « scalabilité », que l'anthropologue Anna Tsing définit comme la capacité d'un projet à changer d'échelle sans que se modifie le cadre qui définit ce projet.

Comment faire advenir les idées dans le réel? Comment faire passer l'utopie à une échelle supérieure? Comment faire? Tels sont bien les défis que nous affrontons.

Hugues Jallon

juillet 2020

IL NE FAUT JAMAIS GÂCHER UNE BONNE CRISE

PAR

Rutger Bregman

Le propre d'un bouleversement est de pouvoir faire paraître inévitable ce qui relevait jusqu'alors de l'impensable. Tandis que la pandémie vient brutalement confirmer l'obsolescence du néolibéralisme, l'idée, inconcevable il y a peu, d'une imposition des grandes fortunes et d'une reprise du pouvoir économique par les États fait son chemin.

Il y a des gens qui trouvent que ce n'est pas le moment de faire de la politique. On risque alors de se retrouver à se vautrer dans la suffisance. Tout comme les croyants ultra-orthodoxes qui clament qu'il s'agit d'une punition du Ciel, les populistes qui mettent en garde contre le « virus chinois », ou encore les chasseurs de tendances qui croient que s'ouvre enfin une nouvelle époque d'amour de son prochain, de pleine conscience et de distribution de billets par pleines poignées.

Il y a aussi des gens qui disent, eux, que c'est justement maintenant qu'il faut s'exprimer. C'est en ce moment que l'on prend des décisions dont nous subirons encore longtemps les conséquences. Ou comme l'a confié le directeur de cabinet d'Obama en 2008, après la chute de Lehman Brothers : « You never want a serious crisis to go to waste » (« il ne faut jamais gâcher une bonne crise »).

Les premières semaines, je me sentais plutôt du côté des taiseux. J'avais déjà écrit par le passé des articles sur les opportunités qu'offrent les crises, mais à cet instant,

cela me paraissait déplacé, indécent même. Sauf que les jours ont commencé à s'étirer. Peu à peu, l'évidence s'est imposée : cette crise pouvait encore durer des mois, une année, voire davantage. Et les mesures de crise censées être temporaires risquaient de devenir permanentes.

Personne ne sait ce qui va se passer cette fois-ci. Mais c'est précisément *parce que* nous ne le savons pas, *parce que* l'avenir est si incertain qu'il nous faut, je crois, en parler.

Basculement d'époque

Le 4 avril 2020, le *Financial Times* a publié un éditorial que les historiens citeront probablement encore pendant des années¹.

Le *Financial Times* est l'un des plus grands journaux d'affaires au monde et, soyons clairs, ce n'est pas exactement une gazette gauchiste. Il est lu par les riches et les puissants de la sphère politique et financière. Chaque mois, le journal publie un supplément qui s'intitule, en des termes peu voilés, *How to Spend It* (« comment le dépenser »), et traite de yachts, de villas, de montres et de voitures de luxe.

C'est pourtant dans ce même journal qu'on a pu lire un mémorable samedi matin d'avril : « Des réformes radicales – renversant la direction politique qui a prévalu au cours des quarante dernières années – devront être mises sur la table. Les gouvernements devront accepter un rôle plus actif dans l'économie. Ils doivent considérer les services publics comme des investissements plutôt que comme des charges, et chercher des moyens de rendre les marchés du travail moins précaires. La redistribution se trouvera de nouveau à l'agenda ; les privilèges des plus âgés et des plus fortunés seront remis en cause. Des mesures considérées jusqu'à récemment comme excentriques, telles que

le revenu universel et l'impôt sur la fortune, devront faire partie des politiques envisagées. » Que s'était-il donc passé ? Comment le porte-étendard du capitalisme pouvait-il soudain plaider pour davantage de redistribution, un gouvernement plus fort et même un revenu de base ?

Pendant des décennies, cette vénérable institution avait défendu contre vents et marées le modèle capitaliste – gouvernement réduit, impôts peu élevés, sécurité sociale minimale –, modèle dont on pouvait tout au plus arrondir les angles. « Tout au long des années que j'ai passées ici, écrit un journaliste qui travaillait depuis 1986 dans ce journal, le *Financial Times* a plaidé pour un capitalisme de libre marché à visage humain. Cet éditorial de la rédaction nous propulse avec audace dans une nouvelle direction². »

Les idées évoquées dans cet éditorial ne venaient pas de nulle part. Elles avaient parcouru un long chemin depuis les marges jusqu'au courant *mainstream*. Elles étaient passées des campements anarchistes aux émissions en prime time, des tréfonds de blogs obscurs à l'imposante Bracken House de Londres, le siège du *Financial Times*.

Et aujourd'hui, en plein milieu de la plus grande crise qu'on ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale, il se pourrait bien qu'elles en viennent à changer le monde.

*

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut remonter dans l'histoire. C'est peut-être difficile à concevoir, mais il fut un temps – il y a soixante-dix ans de cela – où c'étaient justement les défenseurs du capitalisme de libre marché qui étaient les radicaux.

En 1947, dans le village suisse du Mont-Pèlerin, fut fondé un petit cercle de réflexion :

1. « Virus lays bare the frailty of the social contract », *Financial Times*, 3 avril 2020. <https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca> (consulté le 3 juin 2020).

2. Michael Skapinker, Twitter, 4 avril 2020. <https://twitter.com/skapinker/status/1246433559662952450> (consulté le 3 juin 2020).

la Société du Mont-Pèlerin. Ses membres, parmi lesquels le philosophe Friedrich Hayek et l'économiste Milton Friedman, s'autoproclamèrent « néolibéraux ».

À cette époque, juste après la Seconde Guerre mondiale, la plupart des hommes politiques et des économistes étaient des adeptes de John Maynard Keynes. Cet économiste britannique plaidait pour un État fort, des impôts élevés et une protection sociale solide. Les néolibéraux, au contraire, craignaient que la croissance de l'État ne mène à une nouvelle tyrannie. Aussi entrèrent-ils en résistance.

Les membres de la Société du Mont-Pèlerin savaient que la route serait encore longue. « Cela prend généralement une génération, voire plus, nota Hayek, [pour que de nouvelles idées s'imposent], et c'est l'une des raisons pour lesquelles (...) notre pensée actuelle semble si impuissante à influencer sur le cours des événements³. »

Seule une crise pousse à un véritable bouleversement. Lorsque cette crise se produit, les mesures qui sont prises dépendent des idées qui sont dans l'air du temps

Friedman était du même avis : « Les personnes qui dirigent actuellement ce pays reflètent l'atmosphère intellectuelle d'il y a quelque vingt ans, quand ces mêmes personnes étaient à l'université⁴. » L'économiste américain considérait que la plupart des gens formaient leur vision du monde

autour de la vingtaine. Par conséquent, « les vieilles théories continuent à dominer ce qui se produit dans la sphère politique⁵ ».

Friedman était un évangéliste de la pensée de marché. Il croyait en l'intérêt personnel comme principe suprême. Quel que soit le problème, sa solution était simple : à bas le gouvernement, vive l'entreprise. Ou, mieux : le gouvernement devait, si besoin par la force, faire de chaque chose – de la santé à l'enseignement – un marché. Même après une catastrophe naturelle, c'était à des entreprises concurrentes d'organiser les secours.

Friedman savait qu'il était un radical. Il avait conscience de se situer tout à fait en marge du courant dominant, mais c'est justement de là qu'il tirait son énergie. En 1969, la revue *Time* le comparait à « un grand créateur parisien qui vend ses modèles haute couture à une poignée de privilégiés, mais qui n'en influence pas moins pratiquement tous les courants de mode qui traversent la société ».

Les crises jouaient un rôle crucial dans la pensée de Friedman. Dans la préface de son ouvrage *Capitalisme et Liberté*, il écrivait ces mots célèbres :

« Seule une crise – qu'elle soit réelle ou perçue comme telle – pousse à un véritable bouleversement. Lorsque cette crise se produit, les mesures qui sont prises dépendent des idées qui sont dans l'air du temps⁶. »

Les idées qui sont dans l'air du temps. Lors d'une crise, pensait l'économiste américain, tout dépendait du travail effectué au préalable. Les idées qui avaient d'abord été écartées comme irréalistes et irréalisables pouvaient soudain devenir incontournables.

Et c'est ce qui se produisit. Lors des crises des années 1970 (récession économique, inflation, crise du pétrole), les néolibéraux se tenaient à l'affût, en coulisse. « Ensemble, ils ont aidé à précipiter une transformation

3. Angus Burgin, *The Great Persuasion. Reinventing Free Markets since the Depression*, Harvard University Press, 2012, p. 217.

4. Milton Friedman, « The Source of Strength », Michigan General Corporation, 1977, p. 12. Discours prononcé au Club des dirigeants de la Michigan General Corporation à La Nouvelle-Orléans, le 2 avril 1977. https://miltonfriedman.hoover.org/friedman_images/Collections/2016c21/1977SourceOfStrength.pdf (consulté le 9 juin 2020).

5. *Ibid.*

6. Milton Friedman, *Capitalisme et liberté* (1982), trad. A.-M. Charno, Alisio, 2018, p. 27.

globale des politiques⁷ », résume l'historien Angus Burgin. Les idées naguère si radicales de Hayek et Friedman furent reprises par des politiciens conservateurs comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher, et même, par la suite, par leurs opposants Bill Clinton et Tony Blair.

Dans le monde entier, les entreprises publiques furent privatisées les unes après les autres. Les syndicats furent bridés et les prestations sociales diminuées. Le républicain Reagan évoqua les « neuf mots les plus terrifiants de la langue anglaise » : « I'm from the government, and I'm here to help⁸ » (« j'appartiens au gouvernement et je suis là pour vous aider »). Après la chute du communisme en 1989, même les sociaux-démocrates semblèrent perdre leur confiance en l'État. « L'ère du *big government* est terminée », déclara Bill Clinton dans son discours sur l'état de l'Union de 1996⁹.

●●●●●●●●●●

Aux États-Unis, en l'espace de trois semaines, presque 17 millions de personnes ont déposé une demande d'allocation chômage. À titre de comparaison : lors de la crise financière de 2008, il a fallu deux ans pour atteindre la moitié de ce chiffre

—————

Le néolibéralisme était passé des cercles de réflexion aux journalistes, et des journalistes

aux politiciens. Il s'avéra aussi contagieux qu'un virus. Lors d'un dîner, en 2002, on demanda à Margaret Thatcher ce qu'elle considérerait comme sa plus grande réussite. Sa réponse ? « Tony Blair et le New Labour. Nous avons forcé nos adversaires à changer d'avis¹⁰. »

*

Puis arriva l'année 2008.

Le 15 septembre de cette année-là, la banque d'affaires Lehman Brothers s'effondra, déchaînant la crise financière la plus importante qu'on ait connue depuis la Grande Dépression. Lorsque le marché soi-disant « libre » dut être sauvé à coups de gigantesques subventions d'État, on put croire à une faillite du néolibéralisme.

Et pourtant, l'année 2008 ne constitua pas un tournant historique¹¹. Un pays après l'autre, les partis de gauche perdirent les élections. On réduisit drastiquement les dépenses d'éducation, de santé et de sécurité sociale, tandis que les inégalités s'aggravaient et que les dividendes s'envolaient à Wall Street. Un an après l'effondrement boursier, le *Financial Times* lançait la version numérique du magazine de luxe *How to Spend It*¹².

Alors que les néolibéraux s'étaient préparés des décennies durant aux crises des années 1970, leurs opposants se retrouvèrent les mains vides. Ils savaient surtout ce *contre quoi* ils luttaient. Contre l'austérité. Contre l'*establishment*. Mais un programme bien à eux ? Ils étaient loin d'en avoir un.

Aujourd'hui, douze ans plus tard, une nouvelle crise se profile. Plus violente, plus

10. Cette anecdote a été rapportée en 2008 par le blog CCentreRight. <https://conservativehome.blogs.com/centre-right/2008/04/making-history.html> (consulté le 10 juin 2020).

11. Ce qui ne signifie pas que la crise de 2008 n'ait rien changé du tout. Les banques ont augmenté leur réserve de fonds propres et il y a eu quelques progrès en matière d'initiatives à l'encontre de paradis fiscaux comme la Suisse ou les Pays-Bas. Mais cela n'a pas représenté un véritable tournant.

12. « "Financial Times" launches "How to Spend It" online », *Financial Times*, 1^{er} octobre 2009. <https://aboutus.ft.com/en-gb/announcements/financial-times-launches-how-to-spend-it-online/> (consulté le 10 juin 2020).

7. Angus Burgin, *op. cit.*, p. 11.

8. Voir ici la formule historique de Reagan : www.youtube.com/watch?v=xhYJS80MgYA (consulté le 10 juin 2020).

9. Pour lire le discours de Bill Clinton dans son intégralité : President William Jefferson Clinton, « State of the Union Address », U.S. Capitol, 23 janvier 1996. Archives de la Maison-Blanche : <https://clintonwhitehouse4.archives.gov/WH/New/other/sotu.html> (consulté le 10 juin 2020).

choquante, plus meurtrière. Selon la banque centrale britannique, le Royaume-Uni se trouve à la veille de la plus grande récession qu'il ait connue depuis 1709¹³. Aux États-Unis, en l'espace de trois semaines, presque 17 millions de personnes ont déposé une demande d'allocation chômage¹⁴. À titre de comparaison : lors de la crise financière de 2008, il a fallu deux ans pour atteindre la moitié de ce chiffre.

Contrairement au krach de 2008, la crise du coronavirus a une source bien précise. À l'époque, la plupart d'entre nous n'avaient aucune idée de ce qu'étaient des *collateralized debt obligations* ou des *credit default swaps*, alors qu'aujourd'hui, tout le monde sait ce qu'est un virus. Après 2008, les banquiers sans scrupule rejetèrent la faute sur leurs débiteurs, une astuce qu'il sera difficile de réitérer cette fois-ci.

Mais la principale différence avec 2008, c'est la préparation intellectuelle. *Les idées qui sont dans l'air du temps*. Si Milton Friedman avait raison, et si l'impensable devient inévitable en temps de crise, alors l'histoire pourrait prendre aujourd'hui une tout autre direction.

Trois dangereux économistes

« Trois économistes d'extrême gauche influencent la façon dont les jeunes perçoivent l'économie et le capitalisme », titrait un site web d'extrême droite en octobre 2019¹⁵. Le genre de blog confidentiel qui excelle dans

la propagation de fausses informations mais, pour une fois, ce titre semblait correct.

Je me souviens de la première fois où j'ai lu le nom de l'un d'entre eux : Thomas Piketty. On était à l'automne 2013 et je furetais sur le blog de l'économiste Branko Milanović, me délectant de ses textes qui dézinguaient superbement ses collègues. Mais tout à coup, voilà que Milanović changeait de ton. Il avait lu un pavé de 970 pages en français, et en parlait de façon lyrique. « Nous voici en présence d'un ouvrage qui représente un tournant magistral dans la pensée économique¹⁶. », écrivait-il

Milanović a été pendant des années l'un des rares économistes à s'intéresser un tant soit peu aux inégalités. La plupart de ses collègues s'en fichaient éperdument. En 2004, le prix Nobel Robert Lucas déclarait encore que se pencher sur les enjeux de la redistribution était la tendance la plus « toxique » pour « une saine pensée économique »¹⁷.

À l'époque, Piketty s'était déjà attelé à son œuvre pionnière. Dans un ouvrage de 2001, il avait exposé pour la première fois un graphique montrant la part de revenus des 1 % les plus riches de la population. Avec son collègue Emmanuel Saez, le deuxième de ce trio tricolore, il avait démontré que les inégalités aux États-Unis étaient de nouveau aussi importantes que pendant les *roaring twenties*, les années folles. Cet ouvrage académique fut au fondement de ce qui deviendrait plus tard le slogan d'Occupy Wall Street¹⁸ : « Nous sommes les 99 % . »

En 2014, Piketty accéda à une notoriété internationale. Il était carrément devenu la *rock star* des économistes, et ce au grand dam de pas mal de gens (le *Financial Times*, à

13. Chris Giles, « BoE warns UK set to enter worst recession for 300 years », *Financial Times*, 7 mai 2020. <https://www.ft.com/content/734e604b-93d9-43a6-a6ec-19e8b22dad3c> (consulté le 10 juin 2020).

14. Rebecca Rainey et Quint Forgey, « Unemployment claims near 17 million in three weeks as coronavirus ravages economy », *Politico*, 9 avril 2020. <https://www.politico.com/news/2020/04/09/coronavirus-unemployment-claims-numbers-176794> (consulté le 10 juin 2020).

15. Chrissy Clark, « Three far-left economists are influencing the way young people view the economy and capitalism », *The Federalist*, 28 octobre 2019. <https://thefederalist.com/2019/10/28/three-far-left-economists-are-influencing-the-way-young-people-view-the-economy-and-capitalism/> (consulté le 11 juin 2020).

16. Voir sa recension de l'ouvrage de Piketty : Branko Milanović, « The return of "patrimonial capitalism" : review of Thomas Piketty's "Capital in the Twenty-First Century" », *Munich Personal RePEc Archive*, octobre 2013. https://mpra.ub.uni-muenchen.de/52384/1/Mpra_paper_52384.pdf (consulté le 11 juin 2020).

17. Robert E. Lucas, « The industrial revolution : past and future », rapport annuel 2003 de la banque régionale de la Réserve fédérale de Minneapolis, 1^{er} mai 2004. <https://www.minneapolisfed.org/article/2004/the-industrial-revolution-past-and-future> (consulté le 11 juin 2020).

18. Branko Milanović, op. cit.

l'époque, ne lui épargnait pas ses attaques¹⁹). Le professeur se mit alors à faire le tour du monde pour partager sa recette avec des journalistes et des politiciens. L'ingrédient principal ? Les impôts.

Il s'agissait là de la spécialité du troisième membre de notre triumvirat *made in France*, le jeune économiste Gabriel Zucman. Le jour même du naufrage de Lehman Brothers, il commençait son stage, en tant qu'étudiant en économie de 21 ans, chez un courtier à Paris. Dans les mois qui suivirent, Zucman se trouva aux premières loges pour assister à l'effondrement du système financier mondial. Ce qui le marqua déjà, à l'époque, ce furent les montants gigantesques qui affluaient vers de petits pays comme le Luxembourg ou les Bermudes – les paradis fiscaux où les riches de ce monde planquent leur argent.

●●●●●●●●●●

En 1952, le taux le plus élevé d'impôt sur le revenu aux États-Unis s'élevait à 92 %, tandis que l'économie connaissait une croissance sans précédent

—

En quelques années à peine, Zucman devint l'un des plus grands experts mondiaux de la fiscalité. Dans son livre *La Richesse cachée des nations* (2013), il chiffrà la part cachée par les plus riches dans les paradis fiscaux à pas moins de 7,6 billions de dollars. Dans un autre ouvrage, coécrit avec Emmanuel Saez, Zucman calcula que les quatre cents individus les plus riches des États-Unis payaient proportionnellement moins d'impôts que toutes les autres catégories de revenus confondues, des plombiers aux femmes de ménage, des infirmières aux retraités.

19. « Big questions hang over Piketty's work », *Financial Times*, 26 mai 2014. <https://www.ft.com/content/1e8c6814-e3fb-11e3-a73a-00144feabdc0> (consulté le 11 juin 2020).

Le jeune économiste sait énoncer ses idées de façon concise. Le livre de Zucman et Saez se lit en une journée. Son sous-titre anglais : « Comment les riches esquivent l'impôt, et comment les faire payer²⁰ ». On croirait une *to-do list* à l'intention du futur président des États-Unis.

La principale recommandation : instaurer un impôt progressif annuel sur la fortune pour tous les multimillionnaires. En effet, des impôts élevés ne sont pas nécessairement préjudiciables à l'économie. Au contraire, ils peuvent permettre au capitalisme de mieux fonctionner. En 1952, le taux le plus élevé d'impôt sur le revenu aux États-Unis s'élevait à 92 %, tandis que l'économie connaissait une croissance sans précédent.

Il y a cinq ans encore, ce genre d'idée passait pour bien trop radical. Les conseillers économiques du président Obama pensaient qu'un impôt sur la fortune ne marcherait pas et que les riches s'arrangeraient malgré tout pour planquer leur argent (grâce à leurs bataillons de comptables et d'avocats). En 2016, même l'équipe de Bernie Sanders, alors candidat de gauche à l'élection présidentielle américaine, repoussa les avances du trio de Français²¹, alors qu'ils proposaient de l'aider à poser les bases d'un impôt sur la fortune.

Mais 2016, en termes idéologiques, c'était il y a une éternité. Joe Biden, le candidat « modéré » à la prochaine présidentielle, inclut désormais dans son programme une hausse des impôts qui représente plus du double de ce que proposait Hillary Clinton, il y a quatre ans²². Désormais, une majorité d'Américains

20. Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *The Triumph of Injustice. How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*, WW Norton & Co, 2019. Dans sa version française, le livre s'intitule *Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, trad. Cécile Deniard, Seuil, 2020.

21. Richard Feloni, « This 33-year-old economist hasn't just helped shape one of Elizabeth Warren's and Bernie Sanders' boldest policies — he's been changing how you think about wealth, whether you know it or not », *Business Insider*, 6 décembre 2019. <https://www.businessinsider.com/how-gabriel-zucman-made-a-wealth-tax-popular-in-america-2019-12?international=true&r=US&IR=T> (consulté le 11 juin 2020).

22. Jim Tankersley, « Biden proposes smaller tax increases than rivals do », *The New York Times*, 4 décembre 2019. <https://www.nytimes.com/2019/12/04/business/biden-tax-plan.html> (consulté le 11 juin 2020).

(y compris des électeurs républicains) est en faveur d'impôts beaucoup plus élevés pour les ultra-riches²³. De l'autre côté de l'océan, même le *Financial Times* en est arrivé à la conclusion qu'un impôt sur la fortune ne serait peut-être pas une si mauvaise idée.

Au-delà de la gauche caviar

« Le problème avec le socialisme, lâcha un jour Thatcher en guise de boutade, c'est qu'on finit par être à court de l'argent des autres²⁴. »

Thatcher mettait le doigt là où ça fait mal. Depuis des lustres, les politiciens de gauche n'ont que les inégalités et les impôts à la bouche. Mais d'où est censé provenir tout cet argent ? Le présupposé dominant, y compris à gauche, veut que la plupart des richesses aient été « créées » au sommet par des entrepreneurs visionnaires comme Jeff Bezos et Elon Musk. Puis on fait appel à leur sentiment moral : les grands de ce monde ne pourraient-ils pas partager un peu de leur fortune ?

Si tel est aussi votre avis, il est temps de faire connaissance avec Mariana Mazzucato, l'une des chercheuses à l'avant-garde de la pensée économique contemporaine. Mazzucato appartient à une génération d'économistes – principalement des femmes²⁵ – qui trouvent qu'il ne suffit pas de parler des impôts. « La raison pour laquelle les progressistes sortent souvent perdants du débat, explique Mazzucato, c'est qu'ils se focalisent trop sur la

redistribution et pas assez sur la création de richesses²⁶. »

Au cours des dernières semaines, on a dressé dans le monde entier des listes des « métiers indispensables ». Surprise : des fonctions comme « gestionnaire de *hedge funds* » ou « expert fiscal pour multinationales » n'y figuraient pas. Tout à coup, il est devenu limpide que celles et ceux qui effectuent les tâches réellement importantes travaillent dans le secteur de la santé, de l'enseignement, des transports publics et les supermarchés.

En 2018, déjà, une étude de deux économistes néerlandais²⁷ avait révélé qu'environ un quart de la population active doute de l'utilité de son travail. Et le plus fascinant, c'est qu'il y a quatre fois plus de « boulots socialement inutiles » dans le privé que dans le secteur public. C'est surtout dans le secteur de la finance et du marketing que les gens considèrent leur travail comme inutile²⁸. (Détail piquant : les économistes, eux aussi, sont surreprésentés dans la classe « inutile ».)

Ce qui nous ramène à la question suivante : d'où provient la richesse ? Des médias comme le *Financial Times* ont toujours prétendu, à l'instar de leurs pères spirituels néolibéraux, Friedman et Hayek, que la richesse provenait des entrepreneurs, pas de l'État. Le gouvernement jouerait tout au plus un rôle de facilitateur. Il devait assurer de bonnes infrastructures et de chouettes réductions fiscales – puis dégager le passage, *siouplaît*.

Mais en 2011, après avoir entendu pour la énième fois un politicien railler les fonctionnaires « ennemis de l'entreprise », Mazzucato eut comme un déclic. Elle plongea dans ses recherches. Deux ans plus tard, la parution

23. Ben Casselman et Jim Tankersley, « Democrats want to tax the wealthy. Many voters agree », *The New York Times*, 19 février 2019. <https://www.nytimes.com/2019/02/19/business/economy/wealth-tax-elizabeth-warren.html> (consulté le 11 juin 2020).

24. David Mikkelsen, « Margaret Thatcher on Socialism », *Snopes*, 7 juillet 2009. <https://www.snopes.com/fact-check/other-peoples-money/> (consulté le 21 juin 2020).

25. Je pense non seulement à Mariana Mazzucato, mais aussi, par exemple, à Kate Raworth, Carlota Pérez et Stephanie Kelton. En 2017, nous avons traité des idées de Raworth dans le podcast « De Rudi & Freddie Show » : <https://decorrespondent.nl/7598/podcast-het-gevaar-van-doemdenken-en-de-ricosos-van-gemak-zuchtig-optimisme>.

26. João Medeiros, « This economist has a plan to fix capitalism. It's time we all listened », *Wired*, 8 octobre 2019. <https://www.wired.co.uk/article/mariana-mazzucato> (consulté le 21 juin 2020).

27. Robert Dur et Max van Lent, « Socially Useless Jobs », Tinbergen Institute Discussion Paper, 30 mars 2018. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3162569 (consulté le 21 juin 2020).

28. En anglais, on parle de *bullshit jobs* (« jobs à la con »), concept apparu sous la plume de l'anthropologue David Graeber dans le passionnant article « On the phenomenon of bullshit jobs », *Strike!*, n° 3, août 2013, <https://www.strike.coop/bullshit-jobs/> (consulté le 21 juin 2020), et repris dans l'ouvrage de David Graeber, *Bullshit Jobs*, trad. Élise Roy, Les liens qui libèrent, 2018.

de son livre fit l'effet d'une bombe auprès des décideurs du monde entier. Son titre : *L'État entrepreneur*²⁹.

Dans son livre, Mazzucato montre que non seulement l'enseignement, la santé, le ramassage des ordures et la distribution du courrier dépendent de l'État, mais que c'est aussi – presque toujours – le cas pour les innovations substantielles³⁰. Prenez l'iPhone, par exemple. Chaque petit élément de technologie qui en fait un *smartphone* plutôt qu'un *stupidphone* (Internet, la fonction GPS, l'écran tactile, le chargeur, le disque dur, le système de reconnaissance vocale) a été développé par des chercheurs dont le salaire a été payé par l'État.

En 2018, déjà, une étude de deux économistes néerlandais avait révélé qu'environ un quart de la population active doute de l'utilité de son travail

Et ce qui est vrai pour Apple l'est aussi pour d'autres géants de la technologie. Google ? Ils ont obtenu une bourse conséquente pour développer un moteur de recherche. Tesla ? Ils parvenaient à peine à trouver des investisseurs jusqu'à ce que le ministère américain de l'Énergie mette 465 millions de dollars (414 millions d'euros) sur la table. (De toute façon, Elon Musk a toujours été un aspirateur à subventions. Trois de ses entreprises – Tesla, SpaceX et SolarCity – ont obtenu au total près de 5 milliards de dollars de fonds publics)³¹.

29. Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur. Pour en finir avec l'opposition public-privé* (2011), trad. Christophe Beslon, Fayard, 2020.

30. Voir aussi Rutger Bregman et Jesse Frederik, « Maak kennis met de grootste uitvinder aller tijden », *De Correspondent*, 25 février 2015. <https://decorrespondent.nl/2496/maak-kennis-met-de-grootste-uitvinder-aller-tijden> (consulté le 21 juin 2020).

31. Jerry Hirsch, « Elon Musk's growing empire is fueled by \$4.9 billion in government subsidies », *Los Angeles Times*, 30 mai 2015. <https://www.latimes.com/business/la-fi-hy-musk-subsidies-20150531-story.html> (consulté le 21 juin 2020).

« Plus je cherchais, plus je m'en rendais compte : l'investissement étatique est partout », raconta Mazzucato au magazine *Wired*, mensuel consacré aux nouvelles technologies³².

Bien sûr, il arrive que les projets dans lesquels investit l'État échouent, mais cela n'a rien d'étrange – c'est le principe. Si on veut entreprendre, il faut prendre des risques. Et le problème de la plupart des « capitalistes à risque » privés, explique Mazzucato, c'est justement qu'ils ne prennent pas tant de risques que cela. Ainsi, après l'épidémie de SRAS de 2003, la recherche privée sur les coronavirus a vite connu un coup d'arrêt : elle n'était pas assez rentable. La recherche publique, elle, a continué ; à lui seul, le gouvernement américain y a investi pas moins de 700 millions de dollars³³. (Si on finit par avoir un vaccin, vous pourrez remercier le gouvernement.)

L'industrie pharmaceutique offre peut-être la meilleure illustration de l'hypothèse de Mazzucato. Les avancées médicales sont presque toujours issues de laboratoires financés par le secteur public. Les grosses entreprises comme Roche et Pfizer sont surtout occupées à acheter des brevets et à écouler de vieux stocks de médicaments avec un nouveau marketing. Elles utilisent leurs bénéfices pour distribuer des dividendes et racheter des actions (ce qui fait délicieusement flamber le cours de la Bourse). Depuis l'an 2000, les dividendes annuels versés aux actionnaires des vingt-sept principales entreprises pharmaceutiques ont été multipliés par quatre³⁴.

Tout cela peut – et doit – changer, selon Mazzucato. Lorsque le gouvernement a financé une innovation importante, le privé est invité à s'en emparer. Mieux : c'est même le

32. « This economist has a plan to fix capitalism. », *art. cit.*

33. Zain Rizvi, « Blind spot. How the Covid-19 outbreak shows the limits of pharma's monopoly model », *Public Citizen*, 19 février 2020. <https://www.citizen.org/article/blind-spot/> (consulté le 21 juin 2020).

34. Merijn Rengers, « Verdienmodel "Big Pharma" is niet meer gericht op vaccins », *NRC*, 13 avril 2020. <https://www.nrc.nl/nieuws/2020/04/13/verdienmodel-big-pharma-is-niet-meer-gericht-op-vaccins-a3996662> (consulté le 21 juin 2020).

principe. Mais l'État devrait pouvoir récupérer son investissement, et avec des intérêts. Il est donc d'autant plus rageant que les plus gros aspirateurs à subventions soient aussi les plus grands évadés fiscaux. Des entreprises comme Apple, Google et Pfizer ont planqué des dizaines de milliards dans des paradis fiscaux un peu partout sur la planète.

Ces entreprises devraient payer une part équitable d'impôts, cela va de soi. Mais ce qui est encore plus important aux yeux de Mazzucato, c'est que l'État montre ce dont il est lui-même capable. Elle évoque volontiers la « course à l'espace » des années 1960. « Nous décidons d'aller sur la Lune au cours de cette décennie (...) non pas parce que c'est facile, mais parce que c'est difficile³⁵ », déclara le président Kennedy en 1962.

De nos jours aussi, il existe d'énormes défis face auxquels un État entrepreneur peut déchaîner sa force d'innovation incomparable. À commencer par l'un des problèmes les plus critiques auxquels l'humanité ait jamais été confrontée : le changement climatique³⁶. Plus que jamais, nous avons besoin de l'état d'esprit vanté par Kennedy dans son discours afin de réaliser la transformation qu'exige de nous la crise climatique. Ce n'est pas un hasard si Mazzucato et sa collègue anglo-vénézuélienne Carlota Pérez sont les mères intellectuelles du Green New Deal – le projet le plus ambitieux au monde pour affronter le changement climatique.

Une autre consœur de Mazzucato, l'économiste américaine Stephanie Kelton, ajoute que le gouvernement peut, si besoin, faire tourner la planche à billets pour financer ses ambitions. Quant à la dette de l'État ou au déficit budgétaire, nous ne devrions pas trop nous en inquiéter. (Les économistes comme Mazzucato et Kelton ont du mal

à supporter les politiciens, économistes et journalistes à l'ancienne qui se lancent dans des laïus sur la « gestion en bon père de famille » des comptes de l'État³⁷. Comme si les ménages pouvaient, eux, lever des impôts ou prêter de l'argent dans leur propre monnaie.)

Tout bien considéré, nous sommes ici face à une véritable révolution dans les sciences économiques. Après la crise de 2008, l'austérité a été rude, mais nous vivons aujourd'hui une époque où quelqu'un comme Kelton (autrice d'un livre au titre révélateur, *The Deficit Myth* [le mythe du déficit budgétaire]) se voit décrite par le *Financial Times* comme une Milton Friedman des temps modernes³⁸. Lorsque le même journal, en avril 2020, a écrit que les gouvernements « d[evaient] considérer les services publics comme des investissements plutôt que comme des charges », il n'a fait que répéter ce que Kelton et Mazzucato prêchent depuis des années.

●●●●●●●●●●

**Lorsque le gouvernement
a financé une innovation
importante, le privé est invité
à s'en emparer. Mieux : c'est
même le principe. Mais l'État
devrait pouvoir récupérer
son investissement,
et avec des intérêts**

—

Le plus intéressant chez ces intellectuelles, peut-être, c'est qu'elles ne se contentent pas de mots. Elles veulent des résultats. Ainsi, Kelton est une influente conseillère

35. Pour relire le célèbre discours de Kennedy, voir « John F. Kennedy Moon Speech », Rice Stadium, 12 septembre 1962, Nasa. <https://er.jsc.nasa.gov/seh/ricetalk.htm> (consulté le 21 juin 2020).

36. Voir Rutger Bregman, « Klimaatverandering is het grote verhaal van onze tijd dat alles zou moeten domineren », *De Correspondent*, 16 mai 2019. <https://decorrespondent.nl/9469/klimaatverandering-is-het-grote-verhaal-van-onze-tijd-dat-alles-zou-moeten-domineren/364035705-5344630b> (consulté le 21 juin 2020).

37. L'historien Adam Tooze a écrit un article très clair sur ce que nous devons faire de la montagne de dettes due à la crise du coronavirus. Voir « Should we be scared of the coronavirus debt mountain ? », *The Guardian*, 27 avril 2020. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/27/economy-recover-coronavirus-debt-austerity> (consulté le 21 juin 2020).

38. Brendan Greeley, « Stephanie Kelton : "They're going to have massive deficits. And it's fine" », *Financial Times*, 17 avril 2020. <https://www.ft.com/content/ea25934a-7b28-11ea-af44-daa3def9ae03> (consulté le 21 juin 2020).

politique, Pérez a travaillé comme consultante pour d'innombrables entreprises et institutions, et Mazzucato est, elle aussi, une pro du réseautage, qui sait sans peine se frayer un chemin dans les institutions.

L'Italienne est régulièrement invitée au Forum économique mondial de Davos (où les riches de la planète se réunissent chaque année), et elle a conseillé aussi bien la sénatrice américaine Elizabeth Warren ou la députée du Congrès Alexandria Ocasio-Cortez que la Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon. L'an dernier, le Parlement européen a voté en faveur d'un ambitieux programme d'innovation – conçu, là encore, par Mazzucato.

« Je voulais que mon travail ait un impact, commenta placidement l'économiste à cette occasion. Sinon, ça s'appelle la gauche des beaux quartiers : on vient, on raconte une chose ou deux, et il ne se passe rien de tout³⁹. »

Comment les idées conquièrent le monde

Comment changer le monde ?

Lorsqu'on pose cette question dans les cercles de gauche, il ne faut jamais attendre longtemps pour que quelqu'un prononce le nom de Joseph Overton. Overton était un disciple de Milton Friedman. Il travaillait pour un cercle de réflexion néolibéral et s'est battu pendant des années pour des impôts plus faibles et un État réduit au strict minimum. Il s'interrogeait sur comment, au fil du temps, l'impensable devient inévitable.

Imaginez une fenêtre, dit Overton, par laquelle nous voyons les idées qui sont considérées à un moment donné comme « acceptables », voire « populaires ». Les politiciens doivent se limiter à ce cadre s'ils espèrent être réélus. Si, au contraire, vous voulez véritablement changer le monde, il faut déplacer la

fenêtre tout entière. Comment ? En poussant sur les côtés. En étant déraisonnable, insupportable et irréaliste⁴⁰.

Au cours des dernières années, la fenêtre d'Overton s'est incontestablement déplacée. Ce qui apparaissait autrefois comme marginal est désormais couramment accepté. Le graphique de Thomas Piketty est devenu le slogan d'Occupy Wall Street (« Nous sommes les 99 % »). Ce mouvement a permis l'émergence d'un candidat progressiste à la présidence des États-Unis ; et Bernie Sanders, à son tour, a tiré d'autres politiciens, comme Joe Biden, de son côté.

Fenêtre d'Overton	Impensable
	Radical
	Acceptable
	Raisonné
	Populaire
	Politique
	Populaire
	Raisonné
	Acceptable
	Radical
Impensable	

Désormais, les jeunes aux États-Unis croient davantage au socialisme qu'au capitalisme⁴¹, chose qui était tout à fait impensable, il y a trente ans. (Au début des années 1980, c'était justement auprès des jeunes que le néolibéral Ronald Reagan était le plus populaire⁴².)

Mais, me direz-vous, Bernie Sanders n'a-t-il pas perdu les primaires démocrates ? Et le

40. J'ai déjà écrit sur ce sujet. Voir Rutger Bregman, « Wie de wereld wil veranderen moet onredelijk, onrealistisch en onuitstaanbaar zijn », *De Correspondent*, 24 décembre 2015. <https://decorrespondent.nl/3774/wie-de-wereld-wil-veranderen-moet-onredelijk-onrealistisch-en-onuitstaanbaar-zijn/145091430-b90644c4> (consulté le 24 juin 2020).

41. Frank Newport, « Democrats More Positive About Socialism Than Capitalism », *Gallup*, 13 août 2018. <https://news.gallup.com/poll/240725/democrats-positive-socialism-capitalism.aspx> (consulté le 24 juin 2020).

42. Steven V. Roberts, « Younger voters tending to give Reagan support », *The New York Times*, 16 octobre 1984. <https://www.nytimes.com/1984/10/16/us/younger-voters-tending-to-give-reagan-support.html> (consulté le 24 juin 2020).

39. « This economist has a plan to fix capitalism », *art. cit.*

socialiste britannique Jeremy Corbyn n'a-t-il pas subi l'an dernier une cuisante défaite électorale ? En effet. Toutefois, les résultats électoraux ne constituent pas le seul indicateur de l'air du temps. Corbyn a perdu les élections de 2017 et de 2019, mais la *politique effectivement menée*, au bout du compte, par les conservateurs s'est avérée plus proche des projets financiers du Labour que de leur propre programme électoral⁴³. Bernie Sanders avait en 2020 un programme plus radical que celui de Joe Biden sur le climat, mais le programme de Biden est à son tour plus radical que ne l'était celui de Sanders en 2016. Ce n'est pas pour rien si Margaret Thatcher a répondu « Tony Blair et le New Labour » lorsqu'on lui a demandé ce qu'elle considèrerait comme sa plus grande réussite : en 1997, son parti a été défait par un opposant... qui avait repris ses idées.

Changer le monde, qu'on se le dise, est une tâche ingrate. Ne comptez pas sur un moment de triomphe lors duquel vos adversaires vous donneront humblement raison. En politique, le plagiat est le plus grand accomplissement dont on puisse rêver. Milton Friedman décrivit ce processus dès 1969, lorsqu'un journaliste lui demanda comment ses idées pourraient conquérir le monde⁴⁴. Selon lui, cela se ferait en quatre étapes : « Premier acte : on écarte les opinions de cinglés comme moi. Deuxième acte : les défenseurs de l'orthodoxie se sentent gênés aux entournares car les idées en question semblent renfermer une part de vérité. Troisième acte : les gens disent "Nous savons tous qu'il s'agit d'une position (...) extrême d'un point de vue théorique – mais, bien sûr, il nous faut trouver des moyens plus modérés d'avancer dans cette direction." Quatrième acte : les opposants travestissent

mes idées en caricatures indéfendables afin de pouvoir occuper le terrain où je me trouvais précédemment. »

*

Et pourtant. Avoir raison et se voir donner raison, ça n'est pas la même chose.

Le fait que les grandes idées naissent chez les cinglés ne veut pas dire que tous les cinglés ont de grandes idées. Et le fait que les idées radicales gagnent parfois en popularité ne remplace en rien le plaisir de remporter des élections. La « fenêtre d'Overton » est un peu trop souvent utilisée comme excuse pour les défaites de la gauche. « Oui, mais nous avons gagné la guerre des idées⁴⁵ », ne manque-t-on pas alors d'entendre.

●●●●●●●●●●

Le fait que les grandes idées naissent chez les cinglés ne veut pas dire que tous les cinglés ont de grandes idées. Et le fait que les idées radicales gagnent parfois en popularité ne remplace en rien le plaisir de remporter des élections

—

Nombre de « radicaux » autoproclamés n'ont aucun plan, ou alors un plan tout à fait irréflecti, pour parvenir au pouvoir. Si quelqu'un émet une critique à cet égard, il est vite qualifié de traître. La gauche est souvent plus prompte à rejeter la faute sur autrui – la presse, l'*establishment*, les sceptiques dans son propre camp – qu'elle ne l'est à assumer ses erreurs.

J'ai de nouveau mesuré à quel point il est difficile de changer le monde lorsque

43. Phillip Inman et Julia Kollewe, « IFS manifesto verdict : neither Tories nor Labour have credible spending plan », *The Guardian*, 28 novembre 2019. <https://www.theguardian.com/business/2019/nov/28/ifs-manifesto-verdict-neither-tories-nor-labour-have-credible-spending-plan> (consulté le 24 juin 2020).

44. « The Intellectual Provocateur », *Time*, 19 décembre 1969. <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,941753,00.html> (consulté le 24 juin 2020).

45. Je crains de m'être parfois rendu coupable, moi aussi, d'une telle attitude : voir Twitter, 8 avril 2020. <https://twitter.com/rcbregman/status/1247920978149203973> (consulté le 24 juin 2020).

j'ai lu, pendant le confinement, l'ouvrage *Difficult Women* (« des femmes difficiles »), de la journaliste britannique Helen Lewis. C'est une histoire du féminisme au Royaume-Uni, mais elle devrait être lue par tous ceux et toutes celles qui aspirent à changer le monde. Par « difficiles », Lewis entend trois choses :

1. Il est difficile de changer le monde. Cela requiert des sacrifices et des souffrances.

2. Beaucoup de révolutionnaires sont des gens difficiles. Le progrès est souvent le fait de personnes pénibles et insupportables qui vont à l'encontre du statu quo.

3. Ce n'est pas parce qu'on contribue à changer le monde qu'on est parfait. Ces gens ne sont pas les héros sans reproche qu'en fait par la suite la légende.

●●●●●●●●●●

Tous ces gens ont un rôle à jouer. Le professeur et l'anarchiste. Le pro du réseautage et l'émeutier. Les personnes qui provoquent, celles qui rassemblent. Celles qui font du plaidoyer en coulisse, celles qui se font traîner par terre par les CRS

—————

Lewis déplore que de nombreux militants paraissent nier cette complexité, ce qui nuit d'autant plus à leur efficacité. Sur Twitter, une grande partie des gens semblent préférer passer leur temps à suivre puis rejeter d'autres comptes. Par conséquent, les héros d'hier peuvent être demain déçus dès lors qu'on leur découvre un petit défaut, ou s'ils ont employé une formule maladroite.

Lewis montre qu'il y a différents rôles à jouer dans chaque mouvement et que des alliances et compromis inconfortables sont nécessaires. Ainsi la lutte des Britanniques pour le suffrage féminin a-t-elle rassemblé

d'innombrables « femmes difficiles », « des poissonnières aux aristocrates, des ouvrières aux princesses des Indes ». Cette alliance fragile et complexe a tenu bon jusqu'au triomphe de 1918 : le droit de vote accordé aux femmes de plus de 30 ans détentrices de propriétés.

(Eh oui, le droit de vote a d'abord été réservé aux femmes privilégiées. Cela semblait un compromis sensé, car après ce premier pas, le suivant devenait inévitable : le suffrage féminin universel est accordé en 1928.)

Et pourtant, malgré ce succès, non, les féministes ne sont pas toutes devenues amies. Au contraire, explique Lewis : « Même chez les suffragettes, les querelles de personnes ont laissé un goût amer au lendemain de leur grande victoire. » Le progrès, c'est compliqué.

Quand on se penche sur le militantisme, on oublie souvent que tous ces différents rôles doivent être joués par des gens. Dans les talk-shows, et dans nos propres débats autour de la table de la cuisine, nous avons tendance à privilégier un type particulier d'activisme : à nos yeux, Greta Thunberg est tout à fait fantastique, mais les militants d'Extinction Rebellion qui bloquent les routes le sont beaucoup moins. Nous admirons les manifestants d'Occupy Wall Street, mais nous exécrons les lobbyistes qui se pointent à Davos.

Mais ce n'est pas comme cela que fonctionne le changement. Tous ces gens ont un rôle à jouer. Le professeur et l'anarchiste. Le pro du réseautage et l'émeutier. Les personnes qui emploient un jargon académique, celles qui vulgarisent. Celles qui provoquent, celles qui rassemblent. Celles qui plaident en coulisse, celles qui se font traîner par terre par les CRS.

Néanmoins, une chose est sûre : il vient un moment où il ne suffit plus de pousser sur le côté la fenêtre d'Overton. À ce moment-là, il est temps pour les institutions de se mettre en route – pour apporter au centre du pouvoir des idées naguère considérées comme radicales.

Je crois que ce moment est venu.

L'idéologie dominante des quarante dernières années est sur le point de rendre l'âme. Qu'est-ce qui la remplacera ? Nul n'en est certain. Il n'est pas difficile d'imaginer que cette crise pourrait nous conduire sur une voie encore plus sombre. Que les puissants pourraient saisir l'occasion pour augmenter leur pouvoir, réduire les libertés de la population et attiser le feu de la haine et du racisme.

Mais il peut en être autrement. Grâce au labeur acharné d'innombrables militants et chercheurs, têtes chercheuses et agitateurs, un autre chemin est désormais envisageable. Cette pandémie *pourrait* nous conduire à adopter de nouvelles valeurs.

Si le néolibéralisme avait bien un dogme, c'était de considérer que la plupart des êtres humains sont égoïstes. C'est à partir de cette vision cynique de l'humanité que s'ensuivait tout le reste – les privatisations, les inégalités croissantes, la casse du secteur public.

À présent, la voie est libre pour une autre vision de l'humanité, bien plus réaliste : celle considérant que l'être humain a évolué pour coopérer avec ses congénères. C'est de cette conviction que découle tout le reste : un gouvernement fondé sur la confiance, une fiscalité solidaire et des investissements durables, indispensables pour notre avenir. Ainsi pourrons-nous être prêts, juste à temps, pour le plus grand défi de ce siècle, notre pandémie au ralenti : le changement climatique⁴⁶.

Personne ne sait où nous mènera cette crise. Mais quoi qu'il en soit, nous sommes mieux préparés que la dernière fois ●

RB

Traduit du néerlandais par
Pieter Boeykens et Caroline Sordia

46. La formule est due à Rob Wijnberg. Voir « Why climate change is a pandemic in slow motion (and what that can teach us) », *The Correspondent*, 7 mai 2020. <https://thecorrespondent.com/449/why-climate-change-is-a-pandemic-in-slow-motion-and-what-that-can-teach-us/10477915635-ffbde9b> (consulté le 24 juin 2020).

LA LANGUE DE L'INQUIÉTUDE

PAR

Jakuta Alikavazovic

Une expérience personnelle et collective inédite : le monde – une vaste partie du monde – a semblé synchroniser son inquiétude. Cette pandémie m’aura au moins fourni l’occasion de m’inquiéter en trois langues différentes. Je crois qu’il n’était jamais arrivé jusqu’à présent que tous mes proches et moi nous trouvions ainsi dans le même fuseau, non pas horaire, mais affectif.

Comme tout le monde, je sais – et je ne risque pas d’oublier – à quel endroit j’ai vécu le confinement de mars à mai 2020, et avec qui : je me trouvais à Paris, dans l’appartement où j’habite avec mon compagnon et notre petit enfant. Mais si l’on me demande dans quelle langue j’étais confinée, c’est moins évident ; et lorsque j’y réfléchis avec soin, la réponse semble à même de faire trembler des murs dont la présence, justement, m’enrageait (comme beaucoup, je n’ai pas très bien vécu cette période durant laquelle, prise de fureur, j’ai envisagé d’abattre des cloisons qui soudain m’insupportaient : entre le salon et la cuisine, entre la baignoire et la chambre, et même – la plus intolérable – entre le lit et le ciel). L’immobilisation m’agaçait, l’intérieur de mon appartement et de mon crâne ne faisaient plus qu’un. Je ne tenais plus en place.

Ma famille s’est souvent trouvée en mouvement, par choix ou par contrainte. Parfois même sans bouger, un déplacement d’importance s’opérait : l’un de mes aïeux est né *sujet de l’empire austro-hongrois*, pour

mourir *citoyen yougoslave* et ce, sans jamais aller nulle part. Mes parents sont venus étudier en France dans les années 1970 et ont désiré y faire leur vie, raison pour laquelle je suis née à Paris. Plus tard, dans les années 1990, la guerre en ex-Yougoslavie a jeté sur les routes, terrestres ou aériennes, une partie des miens. Moi-même, au début du *xxi*^e siècle, j'ai étudié, voyagé, vécu à l'étranger. Pour ces raisons, j'ai des amis, de la famille, dans plusieurs pays, sur plusieurs continents. Durant le confinement, nous nous parlions beaucoup. De tout et de rien, mais surtout, bien sûr, de la situation. Nous avons établi des typologies de nos restrictions. Qui a le droit de se déplacer librement ? semi-librement ? jusqu'où ? avec qui ? Quelle est la distance de sécurité préconisée entre deux corps qui ne se confinent pas ensemble ? Un mètre, un mètre cinquante, un mètre quatre-vingts ? Et moi, je me demandais : à quelle distance peut-on sentir la chaleur d'un autre corps, sans pour autant le toucher ? Et à quelle distance ne la sent-on plus ?

Oui, il me semble, à moi qui d'habitude passe mes journées dans une relative solitude, ne jamais avoir autant parlé. Dans certaines parties du monde, on utilise beaucoup telle application verte de messagerie gratuite. Dans d'autres, on préfère la violette. Chaque grande zone géographique, tout comme chaque cœur individuel, a ses propres traumatismes, de ceux qu'une situation d'urgence comme celle de 2020 ne manque pas de venir réveiller. Toute la journée, mon téléphone sonnait, vibrait, tintait. Toute la journée il y avait quelqu'un à rassurer, quelqu'un pour me rassurer. C'était très doux, presque enveloppant. Et parfaitement épuisant.

*

Qu'est-ce que cela signifie, au juste, quand j'écris que je me suis inquiétée « en trois langues différentes » ? Il s'agit des trois langues que je parle. Même si cela, cette expression – *parler x langues* –, est une convention, nimbée d'un certain flou. Si je voulais être plus précise, je pourrais dire, par exemple, qu'il est question ici des langues dans lesquelles je sais faire autre chose que survivre. Ou autre chose que manger. Ainsi, même si j'ai vécu en Italie, en italien je sais surtout commander au restaurant, faire le marché et cuisiner ; en italien je suis à 80 % papilles. Les 20 % restants sont une mosaïque où des souvenirs de latin et des échos de *Così fan tutte* côtoient Dylan Dog, « enquêteur en cauchemars », héros de mon *fumetto* préféré – ces petites bandes dessinées italiennes, disponibles en kiosque, sont une lecture idéale de plage ou d'avion. Aussi ne m'entendra-t-on jamais dire que je parle italien. Les trois langues que je dis parler, ce sont les trois dans lesquelles j'ai connu l'amour. Les trois dans lesquelles j'ai connu l'intimité. Les trois dans lesquelles je sais donc m'inquiéter.

La première est la langue de mes parents. La deuxième est la mienne – celle de mon pays, celle dans laquelle j’ai grandi, dans laquelle j’écris ces lignes ; elle me semble aussi mienne, parfois, que les battements de mon cœur. Et la troisième est celle que j’ai, pourrait-on dire, adoptée, l’anglais que j’ai appris d’abord pour des raisons pratiques, comme on passerait le permis de conduire ou, peut-être, un brevet de plongée. J’écrivais, pour les mémoriser, des listes de mots ; entre les lignes, un œil avisé aurait pu lire ma soif d’aventure. Cette langue était un moyen de circulation, l’instrument de ma liberté. Un outil, qui s’est avéré bien davantage que cela : une relation passionnelle, linguistiquement parlant.

Dans la première de ces langues, je ne sais pas mentir. Dans cette langue, je bafouille, je rougis facilement – il faut croire que rougir est aussi, contrairement aux apparences, un phénomène linguistique. Dans cette langue je suis éternellement enfant. Et c’est en enfant que je m’inquiète. Ce sentiment déchirant de désarroi, d’incompréhension, dans la poitrine : un petit oiseau se cognant contre les murs, la nuit qui tombe. C’est la langue dans laquelle j’accepte le mieux, et même apprécie, que l’on me caresse les cheveux ; la langue dans laquelle je ne sais pas, je n’ai pas encore appris à marcher avec des talons hauts ; celle dans laquelle je pleure le plus facilement. Mes larmes aussi sont enfantines, elles coulent sans retenue. Je hoquette un peu. Quand je pleure dans cette langue, je suis tout entière à ma tristesse et aucune part de moi, en retrait ou en surplomb, ne se regarde pleurer.

Dans la troisième de ces langues, je suis celle que j’aurais rêvé d’être. Mon sens de l’humour est différent. J’ai plus d’assurance, je suis sûre de mon bon droit. Ma voix change, elle est plus grave, paraît-il. C’est une langue dans laquelle je suis délivrée des considérations biographiques. Délivrée des peurs et des tristesses de l’enfant que j’étais. Et même des peurs et des tristesses des parents de celle-ci, peurs et tristesses dont il est pourtant si difficile de se déprendre car elles se transmettent autrement qu’en mots, pour s’inscrire à des endroits de l’esprit et du corps qui échappent au langage ; même si le langage peut les conquérir, comme il conquiert tout. Rien de cela, pour moi, en anglais. J’y suis sans généalogie. Ou sans généalogie autre que celle des textes aimés. C’est la langue dans laquelle je m’inquiète le moins. Une langue presque dépourvue d’angoisse, à vrai dire, dans laquelle j’ai vécu et dans laquelle, me dis-je parfois, j’aimerais revivre. Une langue comme le soleil de midi, qui écrase les ombres et dans laquelle on est constamment ébloui, parfois même (c’est le prix à payer) aveuglé. Elle réveille chez moi une efficacité et, presque,

une brutalité qui m'est inconnue dans les deux autres. Si j'étais tueuse à gages, ce serait en anglais. En anglais, je suis vraiment un personnage.

En français, qui est ma première langue d'écriture et celle dans laquelle il m'est le plus aisé de me situer dans un espace enivrant et ambigu, un espace qui serait l'équivalent de cette marge où un corps peut sentir la chaleur d'un autre sans pour autant le toucher – en français, je m'inquiète à la perfection. Je ne sais pas dans quelle langue je rêve – il me semble que cela m'est arrivé dans les trois, même si de mes aventures oniriques je retiens surtout des sensations, des images, de grands paysages panoramiques –, mais je sais avec certitude quelle est la langue de mes insomnies, celle dans laquelle mes angoisses prennent corps. C'est en français que je m'inquiète le mieux du monde. C'est en français que je m'inquiète le mieux *pour* le monde.

*

Dans quelle langue répare-t-on un cœur brisé ? Et un monde brisé ? Dans ce qui fut le pays de mes parents et qui est aujourd'hui plusieurs pays différents, les langues s'éloignent les unes des autres. Celle de mon enfance n'existe plus en tant que telle. Et ce, alors même que je continue de la parler. Ce flottement fait partie des choses les plus étranges à avoir façonné mon paysage intime, de celles qui me donnent l'impression d'avoir déjà vécu l'une de ces transitions dont on nous parle tant, entre ancien et nouveau monde.

D'une certaine façon, nos langues, aujourd'hui, se rapprochent. Mais ce n'est pas forcément une bonne chose. Car ce qui les rapproche, c'est un souffle auquel il est facile de ne pas penser, quelque chose qui serait presque comme une langue commune au sein de nos langues différentes – et qui les mange de l'intérieur. Dans toutes les langues que je parle, je distingue – à condition d'en faire l'effort – une tendance à user, pour dépeindre nos mouvements d'âme, les rapports que nous avons les uns avec les autres et ceux que nous avons avec la nature, de termes importés d'un jargon managérial. C'est si étrange. Ma tante, professeure d'université à Sarajevo, aujourd'hui à la retraite – une femme pour laquelle j'ai une affection et une estime sans fin, qui a dû, un quart de siècle plus tôt, sortir trois enfants d'une ville assiégée et faire durant des mois des ménages à Paris – me parle (je traduis littéralement) de « gestion efficace » de la peur ; et ce même terme de *gestion* (quoique cette fois, elle est *productive*), je le retrouve, dans une autre langue, à l'autre bout du fil et du monde, dans la bouche de mon amie assistante sociale à Hawaï, comme dans celle de

mon ami poète à Brooklyn. Puis c'est au tour d'un jeune étudiant que j'ai eu en cours il y a quelque temps, qui depuis est retourné au Maroc. Cela vient au fil de la conversation, sans y penser, y compris à des individus qui n'évoluent pas dans ces milieux professionnels ; de toute façon, même sans en être, nous y baignons. Quand on y pense, d'une certaine façon, c'est presque un phénomène de possession. Mes amis, mes proches, moi-même et sans doute vous aussi en sommes la preuve : ce jargon gestionnaire, entrepreneurial, peut être employé innocemment. Il n'a cependant rien d'innocent. Il contamine notre façon de voir et de penser le monde, c'est-à-dire qu'il contamine le monde lui-même. *Profit, rentabilité, exploitation* : je ne sais pas dans quelle langue on répare un monde brisé, mais je sais laquelle peut briser le monde, laquelle a contribué à le briser.

Les exemples historiques abondent, y compris dans ce qui fut le pays de mes parents : il est courant qu'avant une guerre, les citoyens se mettent d'abord à parler la langue de celle-ci. Échauffée et belliqueuse, évidemment ; souvent nationaliste. La guerre est elle aussi un phénomène linguistique. Peut-être en va-t-il de même avec les autres catastrophes, celle que nous venons de traverser comme celles que nous disons « naturelles », terme aujourd'hui impropre qui voile l'implication des actions humaines sur leur environnement. Ou peut-être ces catastrophes découlent-elles, comme certains l'affirment et comme j'ai tendance à le croire, d'une guerre systématique menée contre le vivant. Alors que ferons-nous de ce mouvement qui, depuis trop longtemps, pousse, au cœur de nos mots et de nos pensées, à une forme de perception tronquée, abusive, du monde – de ce vivant qui, lui, ne réclame que de vivre ? Quand si souvent, vivre n'est pas, n'est plus envisagé comme *l'option la plus rentable* ?

Je sais dans quelle langue je m'inquiète le mieux ; je sais aussi quelle langue m'inquiète le plus ●

JA

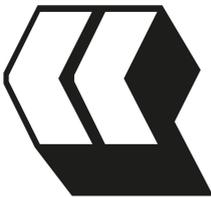
L'ENFANCE CONFINÉE

PAR

Michaël Foessel

Au début de la pandémie, alors que les enfants se voyaient désignés à tort comme vecteurs privilégiés du virus, la contrainte du confinement faisait naître une critique d'infantilisation des citoyens. Mais que vaut cette association entre l'enfance, la maladie et la désobéissance ?

«Les enfants d'aujourd'hui sont presque tous odieux (...). Pour les plus de trente ans, il devient presque normal d'avoir peur de ses enfants.»
George Orwell, *1984* (1949)



«Infantilisme!» : le mot est revenu en boucle à propos du confinement. Le reproche d'infantilisation appartient au registre de la critique libérale de l'État qui valorise la capacité de l'individu adulte à être le meilleur juge de son bien ou de sa

santé. Au point de vouloir parfois subordonner la seconde au premier. La « phobie d'État » caractéristique du libéralisme (Michel Foucault) se spécifie alors comme refus du paternalisme. Elle n'accepte pas qu'une instance politico-administrative prenne le pas sur le libre arbitre dans le choix des activités élémentaires, à commencer par le mouvement des corps.

Cette critique a sa dignité et ses limites. Il est vrai que, face à la pandémie, le gouvernement français a opté pour une solution qui dépossède les individus de toute initiative : par décret, l'assignation à résidence est devenue la règle et le mouvement l'exception. Cette politique a installé les citoyens dans un état provisoire de minorité où ce qui est d'ordinaire laissé au jugement de chacun (puis-je sortir ou non ?) se trouve placé sous condition administrative. Le scandale juridique du confinement et de l'état d'urgence sanitaire est dénoncé depuis le principe libéral de la propriété privée de son propre corps. Mais ce point de vue demeure aveugle à des aspects du confinement tout aussi problématiques bien qu'ils ne se laissent pas traduire dans les termes du droit individuel. Rien ne le montre mieux que le reproche d'infantilisation.

**Qui, pendant le confinement,
n'a pas été témoin du mélange
de colère et de panique qui
s'emparait de certains adultes
forcés de croiser des bambins
indifférents aux gestes
barrières ?**

Au nom de quelle idée de l'enfance parle-t-on d'« infantilisme » ? J'essaierai de montrer que cette idée relève d'un préjugé profondément ancré dans la tradition philosophique et selon lequel l'enfant est saisi sous le double paradigme de la maladie et de l'inconscience. La croyance reprise sans critique par le libéralisme est que l'enfance est un âge de la vie marqué par une aliénation corporelle ignorante d'elle-même, ce qui la rend d'autant plus dangereuse pour la société. Ce n'est pas un hasard si ceux qui ont critiqué l'infantilisation des adultes ont aussi regretté que l'on sacrifie les forces vives de la nation à la survie des vieux. Des vieux dont on dit justement

qu'ils « retombent en enfance », c'est-à-dire qu'ils vivent une seconde fois la déficience corporelle des premières années de leur existence. Fondée sur la sacralisation de l'adulte en pleine possession de ses moyens corporels et cognitifs, l'accusation d'infantilisme charrie avec elle une idée négative de l'enfance qu'il n'est pas difficile d'extrapoler à la vie finissante.

Mais c'est d'abord au nom de la *réalité de l'enfance* dans le confinement qu'il faut nuancer cette accusation d'infantilisme. Si l'on a infantilisé les adultes au cours de cette période, le moins que l'on puisse dire est que l'on ne l'a pas fait au bénéfice des enfants. Assignés à résidence comme à peu près tout le monde, ils ont tout bonnement été interdits de sortie pendant plus de deux mois en Espagne. En France, les crèches et les écoles ont été fermées, mais aussi les parcs, les espaces de jeu, les jardins, les forêts, autant de lieux traditionnellement associés à la turbulence des corps enfantins. Objets d'un discours alarmiste sur leur contagiosité, les enfants n'ont pas eu la parole, étant entendu qu'ils sont littéralement des êtres dépourvus de langage (*infans*). Là où les adultes parlaient, y compris pour se plaindre de leur propre infantilisation, les enfants devaient se soumettre en silence à des règles qui n'étaient pas faites pour eux et dont il a souvent été difficile de leur donner les raisons. Dans bien des cas, ils sont aussi devenus l'objet d'un regard dénué de bienveillance. Qui, pendant le confinement, n'a pas été témoin du mélange de colère et de panique qui s'emparait de certains adultes forcés de croiser des bambins indifférents aux gestes barrières ?

La maladie d'enfance

Sur ce point, l'hygiénisme et sa critique libérale se rejoignent : se plaindre d'être traités comme des enfants parce que l'on doit agir comme si l'on était malades, c'est

suggérer l'existence d'un lien entre enfance et pathologie. Au début de la crise, ce lien a été évoqué par Emmanuel Macron pour justifier la fermeture des écoles : « Nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus » (intervention du 12 mars). Entre-temps, les scientifiques ont changé d'avis : il apparaît que les enfants sont très peu exposés au virus et qu'ils ont participé de manière tout à fait marginale à sa diffusion. Une fois admis que la connaissance d'un nouveau virus est évolutive, on peut se demander ce qui favorise cette association entre enfance et maladie. Or, ce lien est beaucoup plus ancien que la pandémie que nous venons de vivre.

« Tous les enfants sont des nains¹. » Aristote justifie cette thèse sans nuance en se référant à la morphologie de l'enfant qui, à l'instar de celle des nains, se caractérise par une disproportion de la partie supérieure du corps. Les enfants rampent, se traînent ou marchent maladroitement parce que leurs jambes ne sont pas assez grandes pour les porter. De ce « fait » physiologique, Aristote conclut que l'état d'enfance est une anomalie, presque une monstruosité, dont il faut effacer jusqu'au souvenir. Du philosophe qui a forgé la distinction entre la puissance et l'acte, on aurait pu attendre qu'il définisse l'enfant comme un adulte en puissance, une sorte de « pas encore » dans lequel il serait possible de déceler des signes avant-coureurs d'une rationalité à venir. Or Aristote n'insiste jamais sur ce qui, dans l'enfant, annonce l'adulte. Il décrit plutôt l'enfance comme une déviation et un obstacle à la norme de la maturité (l'homme fait, devenu « animal raisonnable »).

Aristote inaugure ainsi un rapport entre enfance et morbidité dont on a retrouvé la trace au cours de la crise sanitaire. La vie d'un enfant est par essence (ou plutôt par absence d'essence) une vie atrophiée que l'on peut ressaisir à l'aide du modèle de la maladie. Aristote opère ce rapprochement

lorsqu'il pose la question de la valeur de la vie humaine : « Il y a certes beaucoup d'événements qui font rejeter la vie : maladies, souffrances extrêmes, calamités ; il est clair qu'au moins pour ces raisons, d'emblée, il eût été préférable de ne pas naître, si l'on nous avait donné le choix. Ajoutons à cela la vie qu'on vit lorsqu'on est encore enfant : aucune personne sensée ne supporterait de retourner à ce stade². » Dans le vocabulaire aristotélicien, l'enfant mène une vie végétative, compliquée par l'agitation de la vie animale. Étranger à la vie raisonnable, il vaut encore moins qu'une plante puisqu'il se meut, mais sans aucune prudence. Combinant les tares de l'infra-humain, il vit une vie continuellement malade que personne ne voudrait raisonnablement recommencer.

**Au cours d'une crise,
l'impuissance réelle
et symbolique des adultes les
porte à attribuer des pouvoirs
mortifères aux enfants**

Il est singulier de voir que, lorsque le philosophe parle pour la vie, il parle contre l'enfance. L'enfance n'est pas seulement sujette aux pathologies, elle est la maladie elle-même dont les adultes qui survivront auront, par là même, guéri. Le lieu commun littéraire concernant la signification des pleurs du nouveau-né sort tout entier de cette identification : si les humains naissent en pleurant, c'est par anticipation des malheurs futurs de leur vie. « En naissant, nous pleurons de paraître sur ce grand théâtre de fou », dit le roi Lear dans la pièce éponyme de Shakespeare. L'unique savoir concédé à des enfants incapables de parler est celui des pleurs. La fragilité de leur corps leur donne l'expérience confuse de ce que l'adulte devra craindre

1. Aristote, *Parties des animaux*, IV, 10, 686b11.

2. Aristote, *Éthique à Eudème*, I, 5.

par-dessus tout : tomber malade, comme l'on retombe en enfance, et ne pas s'en relever.

On ne fera jamais le compte des pleurs versés par les enfants au cours de leur assignation à résidence. Il est pourtant vraisemblable qu'ils n'ont pas pleuré sur leur enfance, mais sur la contrainte de devoir vivre avec un savoir qui ne leur est pas adapté. Ce savoir est celui de la contagion : plutôt que de dire qu'il est trop grand pour eux (ou qu'ils sont trop petits pour l'acquérir), il faudrait dire qu'il leur est étranger. En effet, l'imaginaire de la contagion se met à délirer lorsque les adultes, au cours de crises particulièrement éprouvantes, le projettent sur les enfants. Guillaume Lachenal a comparé les enfants confinés aux « enfants sorciers », un phénomène en recrudescence dans certaines régions d'Afrique noire au cours des années 1990. La situation objective est différente : au Congo, par exemple, les enfants sorciers sont d'anciens « enfants soldats » devenus orphelins qui errent en bandes dans les rues de Kinshasa. Perçus comme des jeteurs de sorts, ils sont violentés, parfois tués, toujours réduits à l'immobilité. Subjectivement, en revanche, la comparaison entre les enfants sorciers et les enfants confinés devient possible : ils sont vus comme porteurs d'une contagiosité plus ou moins maléfique au moment où leurs aînés sont « incapables d'assurer subsistance, sécurité et avenir, incapables même d'enterrer et de pleurer leurs morts³ ». Au cours d'une crise, l'impuissance réelle et symbolique des adultes les porte à attribuer des pouvoirs mortifères aux enfants.

Comment éclairer cette causalité ? Pour en rester à la pandémie, la puissance présumée des adultes y a été mise à mal : celle qui permet de « faire société », d'établir du lien, de tenir un discours rassurant sur le réel, d'entretenir des généalogies symboliques, d'enterrer les morts. Censés incarner la cohérence du monde d'avant, les adultes ont été sommés d'imaginer celui d'après, et cela sans la moindre certitude. Sur tous ces points,

les enfants semblaient contredire l'impuissance native que leur prêtait Aristote et, à sa suite, l'essentiel de la tradition philosophique. Certes, les enfants apprennent à s'emparer des choses, à les prendre et à les toucher en respectant des hiérarchies sociales qui leur sont inculquées dès leur plus jeune âge⁴. Mais ce genre d'apprentissage ne devient nécessaire que parce que l'enfant est présumé être un touche-à-tout dont il est difficile d'attendre le respect spontané des gestes barrières. Dans un contexte où la distanciation physique est présentée comme un impératif contraignant mais catégorique, on regarde l'indifférence enfantine aux rituels de protection avec un mélange d'envie et de terreur. Plutôt que d'admettre leur jalousie pour les enfants qui osent (courir, toucher, bouger), beaucoup d'adultes ont cédé à la panique devant des êtres à ce point insensibles à la logique impitoyable de la contagion.

**Si la méfiance mutuelle
demeure le mode dominant
des rapports sociaux en
régime libéral, comment ne
le serait-elle pas davantage
encore dans les périodes
de crise**

Les enfants peuvent, eux aussi, être apeurés par une maladie. Mais jamais aucun enfant n'a ressenti une peur sur le mode et selon les procédures où la crainte du coronavirus a été présentée comme raisonnable. Le facteur RO, les courbes de létalité, les zones rouges et vertes, les phases successives du déconfinement : cette vaste réécriture du champ du possible et de l'interdit s'ancre dans une peur qui calcule. Elle évalue des probabilités,

3. Guillaume Lachenal, « Les enfants sorciers », *Libération*, 13 mai 2020.

4. Voir le beau livre de Wilfried Lignier, *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Seuil, 2019.

compte les jours qui restent, dénombre les corps comorbides croisés dans la rue ou les heures passées entre deux lavages de main. Un enfant compte aussi, mais il ne calcule pas de cette manière. La différence entre l'« ennemi invisible » et les corps visibles où il est susceptible de se loger n'est pas claire pour celui qui imagine l'objet de sa peur sous la figure fantastique, mais bien visible, d'un monstre ou d'un démon. Un enfant a du mal à croire qu'une figure bienveillante recèle le pire. Il ne comprend pas facilement pourquoi jouer avec ses camarades ou embrasser ses grands-parents devrait subitement l'exposer au pire.

Il est plus économique pour les adultes de décréter que l'enfant est malade que de reconnaître qu'il entretient un autre rapport à la maladie. L'impuissance prêtée aux enfants, et qui fait qu'on se méfie d'eux autant qu'on désire les protéger, provient en réalité d'une neutralisation de leur puissance propre. Surtout dans une société libérale, on nomme « inconscience » ce qui n'est qu'une relation aux choses et aux autres non déterminée par le calcul. Enfant sorcier, enfant contagieux : ce sont deux manières de réduire à l'anomalie l'intranquillité enfantine.

Le retour de l'enfant robuste

Pourquoi appeler pathologie ce qui, dans l'enfance, échappe à la prévoyance ? L'immobilisation au moins partielle des corps infantiles ne serait pas un objectif politique de première importance si l'enfance était un âge de la vie dépassé pour toujours au bout d'un certain nombre d'années. Or le propre de l'homme est qu'il ne quitte jamais définitivement son enfance. Devenu adulte, il peut y « retomber », mais aussi s'en souvenir ou la rejouer. Parfois, et en dépit de l'avertissement d'Aristote, il désire même la revivre.

« L'enfant, le sauvage, le fou » : d'Artaud à Deleuze en passant par Merleau-Ponty,

cette trinité a été citée pour mettre à mal la toute-puissance de la raison occidentale. De ces trois personnages, l'enfant est pourtant le seul que nous avons tous été réellement, et non pas seulement en pensée, en rêve ou en délire. La sortie de l'enfance n'est donc jamais un fait acquis : le discours social sur le premier âge de la vie s'adresse aussi à des adultes menacés d'une rechute.

Ce n'est plus alors la maladie qui vient au premier plan, mais une turbulence infantile qui menace la société d'effondrement. Hobbes décrit l'homme à l'état de nature comme un « enfant robuste » et un « homme puéril »⁵. L'enfant robuste a la force physique d'un adulte et l'intempérance d'un gamin. De cette synthèse catastrophique naît la guerre de tous contre tous. En effet, les hommes qui vivent sans État ni police ne trouvent pas en eux-mêmes les raisons de limiter leurs passions. Leurs mouvements sont violents puisqu'ils visent à accroître leur pouvoir au détriment de celui des autres.

Ce n'est pas un hasard si Hobbes parle de l'enfant robuste dans un contexte destiné à montrer que l'absence d'État souverain est contradictoire avec le principe de conservation. Même les bourgeois soucieux des libertés formelles désirent la sécurité : ils « ne s'en vont pas dormir sans verrouiller leurs portes contre leurs concitoyens, ni cadenasser leurs coffres contre leurs propres domestiques⁶ ». Si la méfiance mutuelle demeure le mode dominant des rapports sociaux en régime libéral, comment ne le serait-elle pas davantage encore dans les périodes de crise ? Lors du confinement, l'acte de « verrouiller sa porte » a été augmenté de la contrainte de ne pas la franchir. L'état d'urgence sanitaire n'est certes pas comparable à l'état de nature puisque la police y a rempli son office. À la différence des prérogatives de la justice, celles des forces de l'ordre ont même été considérablement accrues. Mais la croyance selon

5. Hobbes, *Du citoyen*, trad. Philippe Crignon, Flammarion, « GF », 2010, préface, p. 87.

6. *Ibid.*, p. 85.

laquelle la société était peuplée d'enfants robustes a fait retour de manière spectaculaire. Chaque fois que des citoyens profitaient d'un moment d'éclaircie pour s'amasser sur les places, les éditorialistes de tous bords exprimaient leur désapprobation sur un ton emprunt du sérieux de la maturité.

À ce niveau, l'argument contre l'infantilisation des masses pendant le confinement devient crédible. Mais à condition de préciser qu'il concerne moins l'enfance réelle que des adultes suspectés d'agir comme des enfants robustes. En effet, la turbulence infantile n'a pas grand-chose à voir avec la robustesse des hommes naturels décrite par Hobbes. La violence de ces derniers est un moyen en vue d'optimiser les bénéfices personnels. C'est pour survivre que l'homme naturel amasse les richesses, accroît ses pouvoirs et réclame toujours davantage de gloire. Il se trompe puisque son agitation perpétuelle et son agressivité à l'égard des autres le mettent en danger. Mais il se trompe en raisonnant.

Davantage que leur supposée innocence, il faut opposer à cette brutalité calculatrice la condition spatiale des enfants. Ceux-ci sont moins voués à la guerre de tous contre tous qu'à une guerre permanente avec les objets. Dans leur environnement, tout paraît trop grand, trop lointain, trop lourd et mal ajusté à leur corps. Les autorités scolaires ont oublié cette expérience enfantine de la disproportion lorsque, à la réouverture des écoles, elles ont accablé les enseignants et leurs élèves de règlements administratifs et de directives comportementales inapplicables. Un espace dessiné pour ne pas croiser les autres convient peut-être à des êtres en mesure d'établir entre eux et les objets un rapport fondé sur l'évaluation objective des risques. Une flèche tracée sur le sol indique la direction à suivre ; un signal délivre l'autorisation de se mettre en mouvement. Pour suivre ce genre de directives, il faut interpréter les choses qui nous entourent comme des informations sur la meilleure conduite à tenir.

L'enfant robuste décrit par Hobbes ne respecte pas ces informations parce qu'elles

limitent l'expression de sa force. L'enfant, en revanche, les ignore parce qu'il voit davantage qu'un objet utile dans les choses qui l'entourent. Un masque, par exemple, n'est jamais seulement pour lui un instrument de protection, mais toujours en même temps un artifice qui s'ajoute ironiquement à son corps. C'est pourquoi les enfants ont fait avec les masques ce qu'il était traditionnel de faire, mais que la situation sanitaire a rendu presque indécent : ils ont joué avec. Souvent trop grands pour leurs visages, les masques se sont retrouvés sur leurs yeux. De là, la tentation médicalement absurde de les percer pour continuer à voir... Des enfants ont gribouillé quelque chose sur leurs masques, d'autres les ont investis d'un pouvoir que même les adultes les plus hygiénistes ne leur ont pas conféré, d'autres enfin les ont transformés en appareils de carnaval. Dans tous les cas, et au grand désespoir de leurs parents, ils ont eu du mal à prendre au sérieux ce moyen de protection.

La tentation de jouer avec l'objet du désir majoritaire ne s'arrête pas aux limites de l'enfance réelle. Au cours de l'épidémie, un cri a résonné des quatre coins de la France : « Des masques, des masques, des masques ! » Face à un tel désir de sécurité le gouvernement a commencé par répondre 1. que les masques étaient inutiles, 2. que les Français ne savaient pas les porter convenablement. Moquée, cette seconde affirmation touche pourtant quelque chose de juste : le reste d'enfance qui se retrouve dans la maladresse avec laquelle nous manions les objets présentés comme indispensables à notre conservation. Il n'est pas nécessaire d'avoir moins de 10 ans pour regarder avec ironie les choses présentées comme absolument respectables. Les adultes, eux aussi, jouent parfois avec les masques qu'on les oblige à porter. Dans les transports en commun, les règles sanitaires qui président à leur utilisation sont souvent oubliées en raison de l'inconfort qu'elles causent et finalement contournées puisqu'il vaut mieux en rire. D'abord chirurgical, le masque devient ornemental, artistique, revendicatif... Les

règles officielles du jeu (en changer toutes les quatre heures, ne pas y poser ses mains, ne pas l'échanger avec les autres, etc.) sont subverties par d'autres règles, plus ludiques que sanitaires. N'est-ce pas, à chaque fois, une bouffée d'enfance qui ressurgit ?

Une puissance critique

Malades, maladroits, turbulents, dangereux : il est difficile de faire la part, parmi ces jugements, entre ceux qui s'appliquent aux enfants et ceux qui valent pour l'enfance qui continue à hanter les adultes. Sans doute les périodes de crise sanitaire brouillent-elles encore les pistes : lorsque tout menace de chavirer, on se méfie autant des gamins que l'on croise que de la tentation d'agir comme eux. Agir « comme eux » ne veut pas dire être insouciant : certains enfants ont vécu dans la terreur d'un virus présenté quotidiennement comme l'ennemi à abattre. Cela signifie plutôt vivre, craindre, désirer et se mouvoir selon un souci irréductible au calcul « rationnel » en termes de coûts et de bénéfices.

Les enfants du confinement ont fait les frais d'une logique qui s'applique moins à eux qu'à des adultes que les autorités espèrent voir se comporter en toute occasion comme des hommes économiques sûrs de ce qui est utile pour eux

La décision de confiner les enfants a certainement été motivée par l'impossibilité de négocier avec eux une gestion optimale de leurs faits et gestes. Que symbolisent l'enfant sorcier et l'enfant robuste, sinon des êtres

rétifs à la contractualisation avec lesquels il est toujours préférable d'employer la manière forte ? Mais, on l'a vu, ces figures relèvent moins de l'enfance réelle que d'une enfance d'autant plus refoulée qu'elle menace de faire retour à n'importe quel âge de la vie. Ce qui est le plus à craindre dans les enfants réels, c'est une capacité qui demeure à l'âge adulte. En l'occurrence, celle de porter sur les objets sanitaires un regard qui n'est pas sanitaire et de jouer avec des impératifs présentés comme vitaux.

Immobilisés durant de longues semaines, les enfants du confinement ont fait les frais d'une logique qui s'applique moins à eux qu'à des adultes que les autorités espèrent voir se comporter en toute occasion comme des hommes économiques sûrs de ce qui est utile pour eux. Un épisode épidémique n'est pas favorable à la valorisation de l'innocence. Si celle-ci désigne d'abord la condition de celui qui ne connaît pas (la différence entre le bien et le mal, mais aussi entre la maladie et la santé, le danger et l'innocuité, le visible et l'invisible), alors le bénéfice va à ceux qui, en pleine crise, prétendent savoir ce qu'il faut faire et comment il convient d'agir. Il y aurait pourtant eu beaucoup à apprendre de l'innocence enfantine au cours d'une période où les « sachants » ont multiplié les injonctions contradictoires.

L'expérience de ne plus rien y comprendre a certainement été faite par des enfants à qui on a expliqué tout et son contraire à propos de leur propre exposition à la maladie. Mais elle a aussi été avouée par de nombreux adultes découvrant la virulence des conflits entre épidémiologistes. Invités à trancher entre les protocoles de recherche de l'Inserm et ceux de l'IHU Méditerranée Infection de Marseille, beaucoup ont fini par en jouer en pastichant les autorités sanitaires ou en multipliant les plaisanteries de collégiens sur les fils WhatsApp. Si ce genre de scepticisme ludique ne fait pas avancer la science, il constitue une assez bonne réponse à la stupéfaction. De corps immobilisés et témoins malgré eux de conflits qui les dépassent, on

peut bien dire qu'ils sont impuissants. Mais, à l'instar de celle que l'on prête à l'enfance, cette « impuissance » est d'abord une manière de se tirer d'affaire lorsque le calcul utilitaire n'est plus d'aucun secours.

Plutôt que de s'en prendre aux discours infantilisants des autorités, on aurait pu imaginer des alliances entre les enfants et les adultes durant le confinement. À la manière de celle que proposait déjà Rousseau dans *l'Émile* : « Aimez l'enfance ; favorisez ses jeux, ses plaisirs, son aimable instinct (...). Pourquoi voulez-vous remplir d'amertume et de douleurs ces premiers ans si rapides, qui ne reviendront pas plus pour eux qu'ils ne peuvent revenir pour vous⁷ ? » Ce passage saisit parfaitement le rapport entre le sort social des enfants et la nostalgie que les adultes éprouvent à l'égard de leur propre enfance. Comme nous ne sommes pas sûrs de pouvoir à nouveau porter sur les choses un regard enfantin, autant déclarer que l'enfance est une maladie dangereuse. Dans ces mêmes pages, Rousseau s'en prend au corsetage des enfants de la bourgeoisie du XVIII^e siècle soumis à un habillement rigide, à des règles de conduite contraignantes et à une éducation destinée à ce qu'ils se conduisent de manière convenable en société. C'est déjà de confinement qu'il s'agit, c'est-à-dire d'une pratique de l'immobilisation destinée à inspirer de la défiance à l'égard de tout mouvement spontané des corps.

À cette civilisation sécuritaire des mœurs, il faut opposer la force critique de l'enfance. La guerre menée au début de la vie humaine contre les objets est la première expérience de l'inadéquation du monde à nos désirs, autrement dit l'origine du sentiment d'injustice. La rage des enfants espagnols privés de sortie pendant deux mois a sans aucun doute causé bien du tourment dans les familles. Elle déboute aussi de ses rétentions à la légitimité un monde social devenu étouffant. Qu'ont fait les adultes qui, au bout d'un certain temps, n'ont plus rien

compris aux consignes et se sont scandalisés de ne plus pouvoir rejoindre leurs proches ? Ils ont reconquis une puissance de l'enfance dont aucun discours sur la gestion optimale de la pandémie ne peut venir à bout.

La puissance critique de l'enfance est d'un genre paradoxal puisqu'elle n'oppose pas au savoir des autorités un savoir supérieur. Elle ne dit pas, comme la critique libérale des dispositifs sanitaires, que les individus savent mieux que l'État ce qui est bon pour eux. Elle déplace plutôt la focale du débat en quittant la scène du calcul des bénéfiques. Enfantillage de celui qui désire franchir la porte de son domicile alors que le monde extérieur lui est présenté comme dangereux ? Plutôt, réactivation du regard d'un enfant sur l'intolérable ●

MF

7. Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou de l'éducation*, Flammarion, « GF », 2009, p. 178.

COMMENT FAIRE ?

RUTGER BREGMAN
IL NE FAUT JAMAIS
UNE BONNE CRISE

JAKUTA ALIKAVAZOVIC
LA LANGUE DE L'IN

MICHAËL FÖSSEL
L'ENFANCE CONFIN

1 AFFICHE **PAR ANNIE ATKINS**

PIERRE ROSANVALLON
ENTRETIEN **PRENONS GARDE**
À LA BANALISATION
D'URGENCE

CAMILLE SCHMOLL
RÉTRÉCISSEMENTS
MORALE DU (POST-

RODRIGO FRESÁN
LA PART CONTAMIN

GUILLAUME LACHELLE
GAËTAN THOMAS
L'HISTOIRE IMMOBILISÉE
CORONAVIRUS

RAINER MARIA RILKE
LETTRES **RILKE ET L'ÉPIQUE**
DE FIÈVRE APHTEUSE

MATHILDE BOURRIER
L'OMS OU LE POUVOIR
DE SUBIR L'AMBIVALENCE

ALAIN ABELHAUSER
DIDIER SICARD
ENTRETIEN CROISÉ **COVID-19,**
L'EMBARRAS DU RÉGIME

PATRICK AUTRÉAUX
DANS UN MOIS, DAN

PHILIPPE PIGNARRI
LA SCIENCE CONTRAIRE
DE LA RUE

PIERRE DARDOT
JUDITH ROCHFELD
DIALOGUE **MALAISE DAN**

JUAN GABRIEL VÁSQUEZ
OMBRES BLANCHES

MIREILLE DELMAS-DURER
ET GRANDIFÉRIE
L'IMPRÉVISIBLE

VALÉRIE MRÉJEN
PUCE ET ZIG

SILYANE LARCHER
LA PART DE L'AUTRE

Dans ce numéro

Alain Abelhauser
Jakuta Alikavazovic
Annie Atkins
Patrick Autréaux
Mathilde Bourrier
Rutger Bregman
Valérie du Chéné
Emanuele Coccia
Pierre Dardot
Mireille Delmas-Marty
Arlette Farge
Michaël Fössel
Rodrigo Fresán
Danièle Hervieu-Léger
Sophie Houdart
Laurent Jeanpierre
Kapka Kassabova
Razmig Keucheyan
Benjamín Labatut
Guillaume Lachenal
Bernard Lahire
Silyane Larcher
Sylvie Laurent
Vincent Message
Valérie Mréjen
Philippe Pignarre
Mathieu Potte-Bonneville
Myriam Revault d'Allonnes
Judith Rochfeld
Pierre Rosanvallon
Jean-Louis Schlegel
Didier Sicard
Zrinka Stahuljak
Gaëtan Thomas
Aurélie Trouvé
Juan Gabriel Vásquez
Laura Vazquez
Pierre Zaoui

MOIRE
'AMÉRIQUE

P. 161

HUI

P. 167

BÉRALISME,

P. 174

P. 185
P. 193

P. 194

ONNES

DES P. 199

MENT

P. 205

P. 214

VILLE

ESPACE P. 215

P. 223

DÉMIE

E ? P. 232

P. 240

SIENS

P. 258

R

VÉLÉES À
CORONAVIRUS P. 267

LANGAGE DE
S Y COMPRIS

P. 278